

lisme révolutionnaire des premiers travailleurs immigrés et le rôle des penseurs de la négritude¹.

Céline Marangé,
Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM),
75007, Paris, France.

Céline Marangé est chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) où elle travaille sur la Russie et l'espace postsoviétique. Docteur en science politique, elle est aussi chercheuse associée au Centre de recherche en histoire des Slaves de l'Université Paris-1. Elle a notamment publié *Le Communisme Vietnamien, 1919-1991 : construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin* (Presses de Sciences Po, 2012). (celinemarangé@hotmail.com)

Aux origines

du républicanisme vietnamien et connexions coloniales

Christopher Goscha

On a souvent tendance à surestimer l'importance des vecteurs de la « modernité coloniale » dans la diffusion des idées républicaines au Vietnam, comme si la puissance coloniale à elle seule avait pu apporter tout à la fois la domination et les moyens de l'émancipation. En revenant sur la longue durée des circuits de traductions et de diffusions des textes occidentaux à partir de la Chine et du Japon, l'auteur montre que la propagation des idéaux républicains au Vietnam a suivi des parcours bien plus complexes qu'on ne le pense, et qui auraient pu déboucher sur d'autres réalités historiques.

Phan Chau Trinh, originaire du Vietnam, et Ferhat Abbas, né en Algérie, ne se rencontrèrent jamais. Trinh était issu d'une famille de fonctionnaires confucéens. À la mort de son père, qui survint au cours de la guerre franco-vietnamienne des années 1880, il se consacra à ses études dans l'espoir d'entrer dans le service des cadres mandarinaux de la monarchie vietnamienne sous protectorat français. Abbas était aussi le fils d'un administrateur, dont la famille avait souffert au cours des révoltes anticoloniales des années 1870. Il étudia d'abord dans des écoles coloniales avant de poursuivre ses études à l'Université d'Alger. Il devint pharmacien, puis se lança dans la politique. Les

historiographies vietnamienne et algérienne saluent en ces deux hommes d'éminentes figures patriotiques, ce qu'ils furent bel et bien. Pourtant, au début de leur carrière, tous deux préconisèrent une politique de collaboration avec la Troisième République dans le but de propager les idées républicaines, promouvoir des institutions démocratiques et l'égalité des droits dans leurs pays. Ni l'un ni l'autre ne se fit au départ l'avocat de la révolte anticolonialiste. Comment et quand ces idées républicaines sont-elles parvenues jusqu'à eux ? Quels itinéraires et quels intermédiaires ont-elles empruntés ? Dans le cas vietnamien, on serait tenté de répondre par une évidence : par le biais de la colonisation, de ses écoles franco-indigènes, de ses manuels, de ses publications, bref de sa « modernité » introduite au sein de la société vietnamienne. Sans nier l'importance de ce facteur, il ne faudrait pas exagérer pour autant le transfert colonial, car tout n'est pas venu de France. À la différence de Ferhat Abbas, Phan Chau Trinh maîtrisait mal le français. Il n'avait jamais été dans une école française. Il exprimait ses idées en caractères chinois, jamais en français et rarement dans la langue vietnamienne romanisée, le *quoc ngu*. Malgré l'installation des Français en Indochine au tournant du 20^e siècle, Phan Chau Trinh continuait à vivre au rythme d'une civilisation est-asiatique à laquelle son pays appartenait depuis des

(1) Les propos exprimés dans cet article n'engagent que notre personne. Nous adressons nos sincères remerciements aux auteurs du dossier, Christopher Goscha, Claire Malrymower et Nejdib Sidi Mousa. Nous remercions aussi les personnes qui ont apporté leur concours dans la recherche de documents iconographiques et autorisé leur reproduction : Djaniha Messali-Benkhalaf, fille de Messali Hadj, Olivia Palletier, conservatrice du patrimoine des Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence (ANOM), Benoît Van Reeth, directeur des ANOM, Frédéric Speelman du centre de documentation RADAR (Montreuil), Pierre Boichu des archives du PCF (Bohigny), Éric Lafon du Musée d'histoire vivante de Montrouil et Frédéric Cépède des archives de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS, Paris).

siècles. Avant de se rendre à Paris en 1909, il avait d'abord visité la Chine et le Japon pour étudier le réformisme asiatique et les nouvelles idées arrivant du monde atlantique.

Cependant surestimer le versant non occidental de ce transfert serait tout aussi exagéré. La France et la connexion coloniale étaient bien pour quelque chose dans le développement du républicanisme au Vietnam. Aussi est-il important de prendre en compte les deux volets de ce transfert, mondial et colonial. Nous suivrons donc en premier lieu les réseaux asiatiques ayant canalisé des idées révolutionnaires de l'Atlantique au Vietnam avant d'examiner la connexion coloniale, sans privilégier l'un ou l'autre versant. Nous croyons que l'intérêt d'une telle étude est précisément ailleurs : dans la manière dont ces deux canaux ont pu s'imbriquer l'un dans l'autre comme dans la manière dont le républicanisme vietnamien put atteindre, tel un retour de flamme, la métropole elle-même.

Circulations mondiales

La diffusion des idées atlantiques en Asie orientale

Les courants idéologiques, comme les courants commerciaux ou religieux, circulaient d'un bout à l'autre de l'Eurasie depuis des siècles ; ces mouvements sont aujourd'hui bien connus. On sait par exemple que les « grandes découvertes » des 15^e et 16^e siècles n'ont fait qu'accélérer ces échanges préexistants. Il faut se rappeler également que les Asiatiques ne furent jamais complètement fermés à l'étranger. Pas même les Japonais. Au 17^e siècle, les dirigeants Tokugawa eurent beau restreindre leurs contacts avec les Occidentaux, le Shogunat ne réussit jamais à fermer son pays. Depuis le port de Nagasaki, le gouvernement surveillait prudemment le cours des événements mondiaux. Grâce à des intermédiaires chinois et hollandais, son entourage put importer, faire traduire

卷之二

et étudier les principales œuvres politiques et scientifiques arrivant de l'Atlantique. Ainsi, avant de devenir le chantre de la démocratie, puis de se faire connaître comme le « Rousseau de l'Orient », le célèbre théoricien politique Nakae Chômmin s'était lancé dans l'étude du français et du hollandais à Nagasaki sous les Tokugawa¹.

La Chine était demeurée au cœur des échanges mondiaux. Depuis l'antiquité romaine, des marchands venus d'Asie, du Moyen-Orient et de la Méditerranée faisaient escale dans des ports chinois comme Guangzhou (Canton) et Shanghai, tandis que des commerçants et des migrants chinois s'installaient dans les cités portuaires sud-est asiatiques de Manille à Rangoon, en passant par Bangkok et Malacca. Dans ces ports transitaient des denrées, des marchandises, des techniques et des hommes, mais aussi des idées religieuses, culturelles et politiques. Canton comptait toute une mosaïque de mosquées, de temples et d'églises. Comme Shanghai, la ville abritait au 19^e siècle de nombreuses imprimeries et maisons d'édition. Il y régnait une vie intellectuelle et artistique des plus florissantes.

Les Européens accélérèrent l'intensité et la portée de ces échanges, en ouvrant des routes maritimes qui relièrent pour la première fois dans l'histoire l'Atlantique à l'océan Indien. Ils favorisèrent ainsi la circulation de marchandises, d'armes, de techniques et d'idées nouvelles comme jamais auparavant. La présence à la cour des Qing de jésuites curieux des sciences est un exemple parmi tant d'autres de cette circulation ininterrompue des hommes et des idées. De nombreux dirigeants et hommes d'affaires asiatiques, y compris parmi les Chinois d'outre-mer, firent venir des imprimeries et de nouveaux moyens

de communications. Il était impossible que les idées révolutionnaires qui transformaient si profondément le monde atlantique aux 18^e et 19^e siècles ne progressent pas en direction de l'Asie, d'autant plus qu'elles y trouvèrent de nombreux partisans qui réfléchirent aux meilleurs moyens de les adapter pour les mettre au service de projets locaux. En somme, l'Europe-Amérique n'était pas le seul endroit au monde où les régimes monarchiques rencontrèrent de farouches adversaires. Ce n'était donc pas un hasard si les premiers républicains chinois, comme Sun Yat-sen, furent originaires de Canton. D'autres, comme Nakae Chômmin, se rendirent en Europe et en Amérique pour se faire leur propre opinion.

Aucun, en revanche, n'accueillit avec enthousiasme l'expansion impériale des États euro-américains dont les dirigeants tournaient volontiers le dos au libéralisme politique dès lors qu'il s'agissait de créer leurs propres empires. Conscients du danger que représentait la pénétration occidentale, les dirigeants des dynasties japonaise et chinoise s'efforcèrent de contrôler les contacts avec l'extérieur et de garder en main le pouvoir intérieur. Au 19^e siècle, par exemple, le contrôle du Shogun s'affaiblit au fur et à mesure que les Euro-Américains intensifièrent leur pression pour l'obliger à ouvrir le pays au commerce. Au même moment, des familles opposées aux Tokugawa cherchèrent à s'imposer, en accueillant des navires occidentaux qui les ravitaillaient secrètement en armes. Ils se familiarisèrent aussi avec les idées nouvelles venues de l'étranger qu'ils exploitèrent pour justifier le renversement de la dynastie régnante, renverser le Japon et rivaliser avec les puissances atlantiques. Ils défirent le Shogun en 1868 et justifèrent leur prise de pouvoir par la création d'une monarchie constitutionnelle en 1889¹.

En Chine, tandis que les Qing s'efforcèrent, tout au long du 19^e siècle, de maintenir leur Empire en résistant à des révoltes intérieures massives et à des agressions militaires étrangères, des administrateurs, des réformistes, des antimonarchistes et des marchands chinois partaient à l'étranger en quête d'idées et de soutiens afin de refonder une Chine nouvelle avant qu'il ne soit trop tard. Les célèbres réformistes Liang Qichao et Kang Yuwei embrassèrent nombre d'idées atlantiques, lesquelles, pensaient-ils, pourraient les aider à mettre en place une monarchie constitutionnelle moderne, ainsi qu'à industrialiser rapidement le pays. Les avancées accomplies sur ces deux plans par les dirigeants Meiji les confortèrent dans cette voie. En 1898, Liang, Kang et d'autres partisans du changement, soumièrent à l'empereur un programme de Réforme des Cent Jours, appelant la Cour à démocratiser le système éducatif, à moderniser l'économie et à créer une monarchie constitutionnelle. Ils essayèrent une fin de non recevoir et s'enfuirent vers le Japon de Meiji.

Sun Yat-sen, considéré comme le père de la Chine moderne, remporta plus de succès que Liang et Kang. Il consacra sa vie à la modernisation du pays, au renversement de sa monarchie et à sa transformation en République. Avant la chute de la dynastie Qing en 1911, il avait déjà beaucoup voyagé en Asie-Pacifique. Depuis sa base de Canton, il avait séjourné à Singapour, à Saigon jusqu'à San Francisco. Dans toutes ces villes, où vivaient de larges communautés de Chinois, des librairies, des imprimeries, des journaux et des bibliothèques étaient partout accessibles. Il y circulait des idées atlantiques, traduites en caractères chinois et japonais. Sun Yat-sen étudia de nouvelles théories et diffusa des modèles politiques. Il fut surtout séduit

(1) Pour un bilan synthétique, voir les numéros spéciaux sur le Japon parus dans *Les Cahiers de Science & Vie*, hors série, 41, octobre 1997, et dans *L'Histoire*, 333, juillet-août 2008.

(1) Voir le numéro spécial « Le décollage du Japon : réception, appropriation et légitimation des savoirs étrangers ».

par les républicanismes français et américain comme par le nationalisme. Déterminé à constituer une République chinoise, Sun Yat-sen se mit en quête de donations, rallia des jeunes recrues, établit des associations nationalistes, soutint des journaux et des maisons d'édition au sein des communautés chinoises d'Outre-mer s'étendant de Singapour jusqu'à Honolulu et San Francisco.

Comme Liang et Kang, Sun Yat-sen se rendit au Japon. Impressionné par les réalisations des dirigeants Meiji, il espérait que ces réformateurs asiatiques lui prêteraient assistance pour renverser les Qing. En 1905, il créa à Tokyo l'Alliance révolutionnaire (le futur Guomindang ou Parti nationaliste chinois) qui avait des ramifications parmi les Chinois établis dans les villes portuaires d'Asie du Sud-Est. En 1911, quand l'État impérial Qing implosa, Sun Yat-sen transféra sa République en Chine du Sud et devint l'année suivante le premier président de la République de Chine. Un pouvoir monarchique vieux de plus de deux mille ans venait de s'effondrer : l'événement était tout aussi important que les révolutions de l'Atlantique au 18^e siècle.

Certes la République chinoise demeura fragile sous Sun Yat-sen et son successeur Tchang Kai-shek. Malgré ses faiblesses, le républicanisme avait manifestement débordé des rives atlantiques pour faire son entrée en Chine par la côte méridionale. Au tournant du 20^e siècle, nombre de concepts se terminant en « -isme » gagnèrent les ports est-asiatiques où des femmes et des hommes s'appliquèrent à les traduire et adapter de nombreuses théories sociales, politiques, économiques et culturelles étrangères. Revenons sur l'exemple du Japonais Nakae Chōmin. Membre de la fameuse mission Iwakura envoyée en Europe en 1871, il séjourna et étudia en France jusqu'en 1874, avant de rentrer au Japon où sa traduction du *Contrat social* de Rousseau le rendit célèbre.

Liang Qichao dévora les travaux de Chōmin. Sédit par le chef-d'œuvre de Rousseau, Liang commença une traduction en chinois depuis son exil de Yokohama. Ainsi écrivait-il en 1901, dans le feu de l'action : « La voie la plus proche, la plus simple pour réformer le système dictatorial chinois serait que la Chine devienne le pays que Rousseau attendait de ses vœux¹. » Phan Chau Trinh vénérat, lui aussi, Nakae Chōmin et possédait un exemplaire de la traduction chinoise du *Contrat social*.

Aux « libéralisme », « républicanisme », « nationalisme » et « constitutionnalisme », s'ajoutèrent bientôt d'autres problématiques : le darwinisme social, le socialisme et de nouvelles théories du colonialisme. Ce dernier « -isme » est particulièrement important dans la mesure où les nouveaux régimes issus des révolutions atlantiques furent presque toujours supplantés par des formes violentes d'expansion coloniale². Les hommes de Meiji ne firent pas exception. Cela est fondamental, car en Asie, les États monarchiques en Chine, en Thaïlande, au Vietnam, en Corée et au Japon, tout comme les nouvelles colonies européennes en Indochine française et en Indonésie néerlandaise, étaient hostiles à la diffusion de théories politiques libérales pouvant menacer la légitimité et l'existence de leurs États coloniaux. Phan Chau Trinh n'a jamais vraiment compris cette différence essentielle entre les révolutions des Amériques aux 18^e et 19^e siècles, aboutissant à la création des États-nations décolonisés, et celle que notre républicain vietnamien voulait promouvoir contre l'ancien régime

monarchique de son pays, lequel venait de perdre son indépendance face à un État européen, dont les valeurs républicaines étaient mises en sourdine dans ses colonies.

Les origines extrême-orientales du républicanisme vietnamien

Toutefois la création des États coloniaux en Asie aux 19^e et 20^e siècles ne détruisit pas les réseaux asiatiques préexistants. Que les puissances impériales occidentales pussent réorienter ces réseaux asiatiques ou encore les pousser vers la clandestinité, ne signifie pas pour autant que ces circulations mondiales disparurent. Remontons le temps une dernière fois et repérons une évidence : le Vietnam, la Corée et même le Japon appartenaient de longue date à une civilisation extrême-orientale ayant l'Empire chinois pour pivot. Des siècles durant, des routes terrestres et maritimes avaient mis en circulation, vers la Chine ou depuis la Chine, tout un monde d'administrateurs, de lettrés confucéens, de moines bouddhistes, d'artistes et à travers eux d'idées. Même si le Vietnam et la Corée résistèrent aux ambitions impériales de leur immense voisin du Nord, ils empruntèrent à ce dernier, à l'instar des Gaulois avec les Romains, ses modèles politiques, sociaux, religieux, linguistiques et culturels.

Tout comme le latin resta la *lingua franca* dans les États dynastiques européens après l'Antiquité romaine et au sein de l'Église catholique, les idéogrammes chinois continuèrent à servir de mode de communication dans le monde de l'Asie orientale. Les Vietnamiens et les Coréens qui étudiaient fébrilement en vue de passer les concours mandarinaux devaient maîtriser les caractères chinois classiques, en plus de leur propre système d'écriture. Des livres circulaient en Asie³. Lorsque l'illustre

homme de lettres vietnamien Le Quy Don (1726-1784) voyagea en Chine au 18^e siècle, il put échanger avec ses homologues asiatiques grâce à leur maîtrise commune des caractères chinois. La communication s'établissait assez aisément par le biais de « conversations au fil du pinceau⁴ ».

Un tournant majeur s'opéra cependant à la fin du 19^e siècle. Il affecta cette orbite chinoise du monde extrême-oriental, au moment même où les Français s'établissaient en Indochine. Grâce à sa modernisation rapide, exempte de toute colonisation directe euro-américaine, le Japon de Meiji (1868-1912) chercha à prendre la place du géant chinois, manifestement affaibli. Ce faisant, il se transforma non seulement en un État national dirigé par une monarchie constitutionnelle, mais également en un État impérial qui, à l'égal des Euro-Américains, se lança avec eux à l'attaque de la Chine et de ses États tributaires. À l'aube du 20^e siècle, Meiji avait déjà infligé une défaite militaire aux Qing en Corée et colonisé Taiwan ; le Japon de Meiji était, de surcroît, devenu l'hôte d'une variété d'organisations officielles et non officielles, de maisons d'édition et d'institutions qui prônaient un recentrage de l'Asie orientale autour de son axe, sur la base de liens culturels et raciaux communs⁵. La victoire japonaise contre l'Empire russe en 1905 affermit l'autorité du Japon, éloignant plus encore de la Chine le centre de gravité est-asiatique.

Les Vietnamiens étaient parfaitement informés et ravis que le Japon fût devenu le nouveau

(1) Han Weihua, « Jean-Jacques Rousseau mal lu », *Le Cinquième des penseurs*, 24 novembre 2013, p. 2.

(2) Sur l'appropriation japonaise de l'idéologie coloniale et raciale, voir Lionel Babicz, *Le Japon face à la Corée à l'époque Meiji*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002. En 1901, Kōtoku Shūsui mit en garde ses lecteurs sur les dangers de la connexion coloniale de Meiji dans un texte demeuré célèbre : « L'impérialisme, le spectre du 20^e siècle ». Voir Kōtoku Shūsui, *L'impérialisme, le spectre du 20^e siècle*, Paris, CNRS éditions, 2008.

(1) Pour des périodes antérieures, voir Li Tana, « The Imported Book Trade and Confucian Learning », in Michael

Aung-Thwin et Kenneth Hall (dir.), *New Perspectives on the History and Historiography of Southeast Asia*, Londres, Routledge, 2011, p. 167-182.

(2) Pour une explication succincte des systèmes d'écriture au Vietnam, voir Philippe Pavin, « Trois écritures pour une langue », *Les collections de l'histoire*, 62, 2014, p. 8-17, p. 17. Sur les échanges entre Coréens et Vietnamiens, voir Youn Dae-yeong, « The Loss of Vietnam : Korean Views of Vietnam in the Late Nineteenth and Early Twentieth Centuries », *Journal of Vietnamese Studies*, 9 (1), 2014, p. 62-95.

(3) L. Babicz, *Le Japon face à la Corée...*, op. cit., chap. 6-8.

centre cosmopolite de l'Asie orientale. Bien que la France eût divisé et conquis tout le territoire vietnamien depuis 1885 et qu'elle l'eût incorporé au sein d'un nouvel État colonial indochinois en 1887, les Français ne purent soustraire du jour au lendemain les élites vietnamiennes aux réseaux asiatiques qu'elles fréquenteraient depuis des siècles. D'une part, ils n'avaient pas assez de troupes sur place, ni la capacité technologique suffisante pour surveiller et contrôler ce flot continu d'échanges qu'ils connaissaient d'ailleurs très mal. Jusqu'à l'apparition en 1917 du redoutable service de renseignements de la Sûreté générale, des centaines de Vietnamiens appartenant à l'élite du pays s'embarquèrent à Saigon, au Sud, et à Haiphong, au Nord, à destination des ports de Chine comme Canton et Shanghai, et surtout vers Tokyo et Yokohama⁽¹⁾.

D'autre part, les Français n'avaient pas assez d'administrateurs compétents pour se passer des mandarins vietnamiens. Un petit nombre seulement de fonctionnaires coloniaux pouvaient parler le vietnamien. Ils étaient moins nombreux encore à maîtriser les caractères chinois qui constituaient toujours à l'époque la langue administrative. Au lieu de déraciner l'État et ses services civils préexistants, les Français laissèrent en place une monarchie quasiment privée de tout pouvoir, tout en prenant en main la bureaucratie locale pour gouverner de façon indirecte en s'appuyant sur les cadres mandarinaux⁽²⁾. Cela eut pour effet imprévu de renforcer les liens que les élites vietnamiennes entretenaient avec la civilisation est-asiatique préexistante, puisque l'usage des caractères chinois se voyait ainsi pérennisé. Les autorités coloniales développèrent simultanément

l'usage administratif du français et de la langue vietnamienne romanisée. Pour autant, ni le français, ni le *quoc ngu*, ne purent détrôner du jour au lendemain l'utilisation séculaire des caractères chinois dans la gestion administrative, intellectuelle, culturelle et religieuse de l'État. Les Français conservèrent le système des concours mandarinaux au sein du protectorat de l'Annam-Tonkin jusqu'en 1919, renforçant eux-mêmes le lien ancien avec le monde asiatique.

En interrompant les missions tributaires de la cour vietnamienne à la cour de Pékin, les Français privèrent la monarchie d'un libre accès aux livres, à l'information et aux modèles de pensée chinois. Mais ils fournirent simultanément une voie d'accès de substitution, en accélérant l'immigration chinoise vers les villes portuaires vietnamiennes de façon à consolider leur nouvel État colonial. De nombreux Chinois vivant en Indochine et ailleurs dans la zone Asie-Pacifique étaient depuis très longtemps d'avidés lecteurs des nouveaux livres (*tan thu*) et des nouveaux journaux (*tan van*). Ils étaient par ailleurs polyglottes, souvent bien éduqués et ouverts aux idées réformistes, nationalistes, anti-Qing et républicaines. Les livres venus du monde atlantique étaient donc disponibles en traduction et en vente dans les librairies chinoises de l'Outre-mer, principalement à Haiphong, Hanoi et Saigon-Cholon. Quelques mandarins vietnamiens pouvaient s'exprimer en chinois ; certains avaient des parents sino-vietnamiens. Mais même s'ils ne parlaient pas le chinois, il leur était facile de commander les livres qu'ils souhaitaient en écrivant leurs titres en caractères chinois. Ainsi qu'un administrateur français le signalait à l'époque⁽³⁾ : « La majorité des Chinois résidant en Indochine éprouvent de la sympathie pour le parti révolutionnaire [chinois de Sun Yat-sen],

et c'est en partie au moyen des journaux qu'ils reçoivent, comme de leurs commentaires et conversations, qu'ils contribuent à répandre les nouvelles idées parmi la population annamite. » Des embarcations chinoises transportaient des journaux et des livres d'un port à l'autre, comme cela se faisait depuis des siècles.

« Grâce à leur connaissance des caractères, les lettrés [vietnamiens] recopient les articles qui les intéressent. Ils sont ensuite dissimulés sous leurs tuniques et introduits clandestinement jusqu'aux villages les plus éloignés. »

Il fallut attendre les années 1920 pour voir une nouvelle génération de Vietnamiens véritablement à l'aise en français comme en *quoc ngu* sortir des écoles coloniales au Vietnam. Cela explique pourquoi les écrits des pères fondateurs du républicanisme moderne, Montesquieu et Rousseau par exemple, entrèrent non pas directement, par le biais d'une lecture des originaux en français, mais par l'intermédiaire des traductions chinoises, des réseaux asiatiques et des correspondances échangées « au pinceau » avec des intellectuels et hommes politiques japonais et chinois. C'est ainsi que les deux illustres patriotes vietnamiens, Phan Chau Trinh et Phan Boi Chau, découvrirent les idées atlantiques dans les ports asiatiques, à Tokyo ou à Canton, certainement pas à Paris ou à New York.

Les Français n'étaient pas dupes. Les autorités coloniales se rendaient compte que tout un monde extrême-oriental se perpétuait en Indochine et conservait un puissant attrait pour les élites vietnamiennes qu'elles voulaient précisément administrer. Un membre de l'École française d'Extrême-Orient rapportait ainsi en 1910 que « l'œuvre de K'ang-Yeu-Wei [Kang Yuwei] continuait à être très prise et à circuler dans la colonie, malgré les prohibitions qui frappaient l'interdiction de toutes les brochures

chinoises, quelles qu'elles [fussent]⁽²⁾. Si le gouverneur général Paul Beau amorça en 1905 un programme réformiste, c'était notamment pour contrecarrer l'attraction exercée sur les élites mandarinales par le réformisme est-asiatique. En 1905-1908, il y avait plus de jeunes Vietnamiens étudiant dans les écoles et universités japonaises (deux cents au total) que d'étudiants vietnamiens en France. Il n'est donc pas étonnant que les Japonais aient transmis aux Vietnamiens les schémas qu'ils utilisaient pour formuler dans leur langue respective, à l'aide de néologismes, les notions de « révolution », de « citoyen », de « république » et de « nation ». Même si le recentrage du Japon au sein du monde de l'Asie orientale était nouveau, la pratique du « voyage vers l'Est » (*Dong Du*), ainsi que les Vietnamiens l'appelaient, n'était pas inédite⁽³⁾. Aussi l'histoire des prémices du républicanisme, du réformisme ou du nationalisme au Vietnam ne peut-elle s'envisager sans retracer ces connexions plus larges. Il est temps à présent d'ouvrir notre deuxième volet, celui de la République coloniale française au Vietnam, déjà imbriqué dans ces plus grands échanges globaux en Asie et au Vietnam.

Connexions coloniales

Que les idées occidentales aient attiré les Vietnamiens n'a rien de surprenant. Au début du siècle, plus d'un mandarin s'était déjà demandé si la monarchie n'avait pas fait son temps. La cour de Huế avait elle-même sollicité un noyau de conseillers pour réfléchir aux réformes

(2) Christopher Goscha, « Le barbare moderne : Nguyen Van Vinh et la complexité de la modernité occidentale au Vietnam colonial », *Outre-mers : revue d'histoire*, 88 (332-333), décembre 2001, p. 135-169, p. 342.

(3) Vinh Sinh (dir.), *Phan Boi Chau and the Dong Du Movement*, New Haven, Yale Center for International and Area Studies, 1988. Sur les caractères chinois, voir Vinh Sinh, « Chinese Characters as the Medium for Transmitting the Vocabulary of Modernization from Japan to Vietnam in the Early Twentieth Century », *Asian Pacific Quarterly*, 25 (1), octobre 1993, p. 1-16.

(1) David Marr, *Vietnamese Anticolonialism*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 107.

(2) Emmanuel Poisson, *Mandarins et subalternes au nord du Viet Nam : une bureaucratie à l'épreuve (1820-1918)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2004.

(3) Cité par D. Marr, *Vietnamese Anticolonialism...*, op. cit., p. 125.

nécessaires bien avant l'arrivée des Français. Ces lettrés poursuivirent leur réflexion et leur examen de conscience après la mise sous tutelle du Vietnam et l'imposition d'un protectorat sur la monarchie. Certains mandarins étaient prêts à travailler avec les Français, à les utiliser même, tant que le Vietnam pouvait en bénéficier. Ceux qui doutaient de la capacité de leur monarchie à moderniser leur pays furent, particulièrement sensibles aux sirènes de la Troisième République : ils crurent que la « mission civilisatrice » favoriserait la diffusion de valeurs républicaines supérieures et le développement économique.

Au début du siècle, un groupe de mandarins réformistes ouvrit une série d'écoles libres modernistes, dont certaines, encore une fois, existaient déjà. Ce mouvement culmina en 1907 avec la création de la célèbre École gratuite du Tonkin ou Dong Kinh Nghia thuc et fut rejoint par toute une nouvelle classe d'intellectuels de formation française¹. À l'origine, la création de ces écoles locales était liée à des initiatives vietnamiennes ; elle visait à former aux savoirs et aux méthodes modernes une nouvelle génération d'élites, incluant, pour la première fois, des femmes dans ses rangs. Les classes proposaient des cours en français, en chinois et en *quoc ngu*, mais aussi des cours de mathématiques, de physique et de géographie. Comment les Français pouvaient-ils condamner de telles initiatives modernisatrices (même si leurs auteurs vietnamiens avaient pris modèle sur l'expérience japonaise des célèbres écoles publiques de Fukuzawa Yūkichi pour fonder leur École du Tonkin²), alors qu'elles

émanaient d'intellectuels de l'élite disposés à collaborer avec la France pour impulser le changement que les empereurs Nguyen avaient, à leurs yeux, raté ? Telle était précisément la question que le fameux lettré confucéen Phan Chau Trinh osa poser aux colonisateurs républicains.

Phan Chau Trinh, le premier républicain du Vietnam ?

Phan Chau Trinh (1872-1926), né au temps de la dynastie Nguyen, atteignit l'âge adulte à l'époque où la France parachevait la conquête de son pays par la force³. Il avait étudié le chinois classique et travaillé sans relâche pour se présenter aux concours administratifs qu'il passa avec succès en 1901. Pourtant, en 1904, il démissionna de son poste auprès des services civils royaux. À l'instar des Chinois Liang Qichao et Kang Yuwei dont il connaissait bien les écrits, il déplorait que la monarchie vietnamienne eût échoué à instaurer des réformes et à moderniser le pays. Suivant de près les événements asiatiques et mondiaux, il lisait avec avidité de « nouveaux livres » traduits en chinois. Il fut séduit par l'œuvre de Rousseau et galvanisé par les idées de Montesquieu. Exalté par ces découvertes, il devint un ardent républicain, attaché aux notions de droits individuels, de gouvernement représentatif et de liberté d'expression. Il se révéla aussi le plus virulent des antimonarchistes vietnamiens.

Phan Chau Trinh entra en contact avec les idées atlantiques par le biais des connexions est-asiatiques évoquées précédemment. En 1906, il effectua avec son célèbre compatriote Phan Boi Chau un voyage en Chine et au Japon. Ils rencontrèrent des réformateurs chinois comme Liang Qichao, ainsi que divers intellectuels

et des personnalités officielles japonaises. Ils purent visiter des industries modernes, des écoles publiques et des académies militaires. Ils saluèrent avec enthousiasme les réformes éducatives de Fukuzawa Yūkichi. Ils encouragèrent de jeunes Vietnamiens dans la voie des études et songèrent à envoyer ces étudiants au Japon afin qu'ils poursuivent leur formation dans le cadre du programme *Dong Du*. Les deux Phan considéraient que l'introduction d'une éducation occidentale « à la Meiji » était indispensable à la renaissance de leur pays. Ils se lamentaient que les Français rechignent à un tel changement. En revanche, leurs conceptions de la libération nationale différaient grandement. Phan Chau Trinh ne partageait pas la volonté de son compatriote de faire appel à l'assistance militaire japonaise pour regagner l'indépendance vietnamienne. Il ne croyait pas non plus aux discours japonais sur la solidarité asiatique. Enfin, il abhorrait la violence.

Il ne croyait pas non plus aux discours japonais sur la solidarité asiatique. Enfin, il abhorrait la violence.

À son retour, Phan Chau Trinh choisit de coopérer avec les républicains français en Indochine coloniale dans la perspective d'une refondation pacifique du Vietnam. Il considérait que le meilleur moyen de réussir les réformes que les Nguyen avaient bâclées était de nouer une alliance avec les autorités coloniales républicaines afin de promouvoir un projet bien vietnamien. En faisant la conquête du Vietnam, analysait-il, les Français avaient changé les rapports de force, qui étaient devenus défavorables à la monarchie. Cet état de fait n'était pas nécessairement négatif, le principal obstacle au changement étant, selon lui, le trône et non la perte de l'indépendance. De plus, il estimait que la France offrait un modèle de réformes plus prometteur que l'exemple japonais. Les nationalistes de Meiji avaient certes renversé le Shogun, mais ils avaient également ressuscité la figure de l'empereur et l'avait doté de pouvoirs que Trinh jugeait très dégradés. Les républicains français, au contraire,

avaient enfin aboli leur monarchie et nourrissaient des sentiments antimonarchiques très forts, ce dont il se réjouissait. Embrassant les idées républicaines, il croyait sincèrement que la « République coloniale » pouvait, et même devait, aider les Vietnamiens à développer de tels concepts grâce à une politique de collaboration.

Plutôt que de passer par les réseaux extrême-orientaux, Phan Chau Trinh voulait désormais accéder directement à la source du républicanisme par le canal de la colonisation. Si les Chinois Liang Qichao et Sun Yat-sen lui prodiguèrent d'inestimables conseils lors de leurs rencontres au Japon⁴, Phan Chau Trinh dut aussi son engagement républicain à deux jeunes amis français de Hanoi, le journaliste Ernest Babut et le capitaine Jules Roux. Tous deux appartenaient à la section hanoïenne de la Ligue des droits de l'homme, établie en 1903. Juriste de formation, Jules Roux qui parlait très bien le vietnamien, préconisait le développement du *quoc ngu* et d'une éducation moderne en Indochine, répondant ainsi aux vœux de Trinh et d'autres. En 1905, Ernest Babut fit paraître à Hanoi le premier journal entièrement rédigé en vietnamien romanisé, le *Dai Viet Tan Bao*, dans lequel les premiers écrits de Phan Chau Trinh furent publiés en *quoc ngu* et souvent assortis d'une traduction française. Membre du Parti socialiste, Babut était aussi franc-maçon. Phan Chau Trinh devint lui-même un membre de la Ligue des droits de l'homme et peut-être un maçon. Même si les maçons et les socialistes français ne raisonnaient pas en termes de décolonisation (et Phan Chau Trinh ne la demandait pas), ces organisations militaient en faveur de réformes coloniales, de l'élargissement des assemblées représentatives

(1) Voir Gilles de Ganès et Nguyen Phuong Ngoc (dir.), *Vietnam, le moment moderniste*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2009.

(2) En 1868, cet influent philosophe japonais ouvrait à Tokyo une « école publique » appelée Keio Gijyuku, afin de promouvoir les études occidentales. Celle-ci connut un grand succès à partir de 1900 et est devenue l'une des plus prestigieuses universités du Japon aujourd'hui.

(3) Sur Phan Chau Trinh, voir Vinh Sinh, *Phan Chau Trinh and his Political Writings*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

(4) Sur Liang Qichao, voir Christopher Goscha, *China's Road to Modernity*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, p. 100.

(5) Sur Sun Yat-sen, voir Christopher Goscha, *Sun Yat-sen and the Birth of the Republic of China*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, p. 100.

indigènes : elles croyaient fermement à la mission civilisatrice de la France qui sous-tendait cette évolution. Ces républicains français, très antimonarchistes, et les associations auxquelles ils appartenaient en Indochine contribuèrent à diffuser les idées républicaines auprès des élites vietnamiennes¹.

Phan Chau Trinh eut ceci d'unique qu'il souhaita mettre à profit la conjoncture, ses amitiés françaises et l'estampille républicaine des colonisateurs pour promouvoir des réformes selon des modalités vietnamiennes. Celles-ci consistaient, rappelons-le, à introduire la liberté de la presse, des connaissances occidentales et un système éducatif public, à favoriser la diffusion du français et du *quoc ngu*, à développer l'industrie et le commerce, et à créer des formes de gouvernement représentatif. Phan Chau Trinh aspirait cependant à plus qu'un simple réformisme colonial. Sans l'afficher, il voulait s'appuyer sur les républicains français et le républicanisme colonial pour accomplir une véritable révolution vietnamienne. Quel était son but ultime ? Renverser la monarchie avec le soutien de la Troisième République. Dans ses mémoires, Phan Boi Chau écrit que tout au long de leur voyage commun en Chine et au Japon en 1906, ils ne cessèrent de discuter de ce qui devait être prioritaire. Le dilemme se résumait ainsi : s'appuyer sur les Français pour réformer la société et démocratiser le pays ou bien commencer par « chasser les étrangers » pour ensuite construire une nouvelle république. Pour Phan Chau Trinh, le choix était clair : l'empereur devait partir, condition *sine qua non* à la démocratisation du pays. Si les Français pouvaient lui prêter main-forte pour réaliser ce dessein, il n'y avait pas à hésiter.

(1) Jacques Dalloz, « Les Vietnamiens dans la franc-maçonnerie coloniale », *Revue française d'histoire d'Orient-mer*, 85 (320), 1998, p. 103-118 ; Daniel Hémerly, « L'Indochine, les droits humains entre colonisateurs et colonisés, la Ligue des droits de l'homme (1898-1954) », *Quatre-mers : revue d'histoire*, 88 (330-331), 2001, p. 223-239.

« Nous nous retrouvâmes, lui et moi, à Kwangtung [Guangdong] plus de dix jours. Chaque jour, écrit Phan Boi Chau, lorsque nous parlions des affaires de notre pays, [Phan Chau Trinh] faisait des reproches amers sur la mauvaise conduite des rois, les ennemis du peuple. Il grinçait des dents en parlant du souverain du jour, qui n'apportait que le désastre au pays et le malheur au peuple ; à tel point que si le système de l'autocratie monarchique n'était pas aboli, la simple restauration de l'indépendance du pays n'apporterait aucun bonheur². »

La collaboration de Phan Chau Trinh avec les Français reposait donc sur son désir de mettre fin à la monarchie et de créer une république vietnamienne au sein de l'Indochine coloniale. À l'instar de Sun Yat-sen, Phan Boi Chau allait créer en 1912 sa république anticolonialiste à l'extérieur du pays, dans le port de Canton, avec l'espoir que les nouveaux républicains chinois l'aideraient à la transposer au Vietnam, une fois qu'il se serait débarrassé des Français. Les deux hommes partageaient, au-delà de leurs différences, un même idéal républicain.

Le « *Yacuse* ! » colonial de Phan Chau Trinh

Plutôt que de chercher à rallier les mandarins réformistes ou à stimuler un nationalisme populaire contre les Français, Phan Chau Trinh était déterminé à réveiller la conscience républicaine des dirigeants coloniaux français. Pour attirer leur attention, il fallait dépeindre le mandarinat royaliste sous les pires traits et déplorer les brutalités quotidiennes commises à l'encontre des simples Vietnamiens. Il fallait surtout soutenir les autorités coloniales et les inciter à développer une politique indigène qui fût véritablement fondée sur leurs idéaux républicains. Phan Chau Trinh s'attela à cette tâche

(2) Phan Bội Châu, *Ouvertures Charriat : The Autobiography of Phan Bội Châu*, traduit du sino-vietnamien par Vinh Sinh et Nicholas Wiekenden, Honolulu, University of Hawaii Press, 1999, p. 105.

au début de l'année 1907, lorsqu'il réussit à publier une lettre ouverte au gouverneur général Paul Beau dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*. Dans ce document fascinant, il expliquait à Paul Beau qu'il avait parcouru son pays du Nord au Sud et que ce qu'il avait vu était un creve-cœur : des Vietnamiens régressant à l'état de barbarie, voire, pire, un peuple menacé d'extinction. Devant cette souffrance extrême, il n'avait d'autre choix que d'aviser les autorités coloniales, poursuivait-il, et de leur signifier la nécessité de procéder à des réformes immédiates.

Une monarchie corrompue et despotique, une classe mandarinale dirigeant les campagnes à sa guise en toute impunité, telles étaient, selon lui, les causes des souffrances du peuple. En démantelant les échelons supérieurs de la monarchie, et en maintenant l'administration des mandarins au niveau local, les Français avaient, insistait-il, supprimé toute possibilité de contrôle institutionnel sur ces hommes souvent corrompus. Ils étaient désormais libres de s'enrichir et d'exploiter à leur gré la population. Certes, concédait-il, le protectorat avait envoyé des résidents français pour les garder dans le droit chemin. En pratique, pourtant, ces mandarins agissaient comme bon leur semblait. Quant à l'empereur, il n'avait cure de cette situation. Ignorants la langue vietnamienne, les coutumes et pratiques villageoises, les résidents français n'étaient pas suffisamment informés de ce qui se passait, ou ne souhaitaient pas intervenir du moment que les impôts étaient perçus et que la corvée était levée.

Par ailleurs, poursuivait Trinh, la brutalité et le manque d'égard des Français envers des paysans assommés de travail (nombre d'entre eux étaient battus à mort) reflétaient mal les généreux idéaux républicains et l'humanisme

colonial professé. Les insultes verbales et les actes de violence à l'encontre des indigènes étaient légion. Souvent, les représentants coloniaux allaient jusqu'à humilier des mandarins intégrés de façon à les dissuader de rapporter les abus ou de proposer des solutions. Dans le même temps, les mandarins corrompus se faisaient bien voir en exploitant le peuple. Phan Chau Trinh mettait en garde le gouverneur général : à la campagne, la situation était abominable. En faisant confiance à de tels hommes pour collecter les lourds impôts et la corvée, les Français se rendaient responsables des souffrances et des sentiments de haine qui « s'accumulaient » dans le pays.

Phan Chau Trinh n'avait pas mâché ses mots. Aucune personnalité de l'élite vietnamienne ne s'était jamais adressée de la sorte au colonisateur. Phan Chau Trinh écrivit à Paul Beau parce qu'il n'avait aucun autre moyen de faire entendre sa voix ou celle du peuple. Il n'existait pas de parlement colonial ouvert aux colonisés. Son antimonarchisme virulent l'avait coupé de tout contact au sein de la cour de Huế. Plus d'un mandarin avait mis sa tête à prix ! Phan Chau Trinh se décida aussi à agir parce qu'il savait que Paul Beau préparait un programme de réformes axé sur une politique d'association. S'il admirait la volonté du gouverneur de réaliser les promesses républicaines de réforme, il refusait l'idée d'« association ». La prolongation de l'administration indirecte aurait pour conséquences de laisser au pouvoir les mandarins si détestés dans le Centre et le Nord du Vietnam, s'indignait-il :

« Et vous voudriez encore augmenter le pouvoir de ces hommes en leur confiant le soin de réaliser les réformes dont nous attendons le salut ! Ne savez-vous donc pas que ces réformes, ils ne se décideront jamais à les appliquer, sinon pour en battre monnaie ? »

(2) *Ibid.*, p. 173.

(1) Phan Chau Trinh, « Lettre de Phan Chau Trinh à Paul Beau », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 1-2, 1907, p. 166-175.



Photographie de l'intellectuel vietnamien Phan Chau Trinh (1872-1926) en France, non datée. (Archives nationales d'Outre-mer, Aix-en-Provence, 15/SLOTROM/2.)

Lettré confucéen de formation, Phan Chau Trinh savait d'expérience que tous les mandarins n'étaient pas mauvais, ni hostiles à la modernité, ni si royalistes. Il avait lui-même collaboré avec les mandarins réformistes qui dirigeaient l'École gratuite du Tonkin. S'il avait forcé le trait dans sa célèbre lettre ouverte à

Beau, c'est que son objectif n'était pas de broser un tableau objectif de la monarchie, mais de faire réagir les Français, de les bousculer dans leurs certitudes. Il tenta de convaincre Paul Beau que sa politique indigène devait étendre les droits fondamentaux et les droits humains aux colonisés, au peuple vietnamien, créer des institutions représentatives hors du système monarchique, « reconnaître à nos notables et à nos lettrés le droit d'exprimer tout haut leur opinion », « mettre fin à l'arbitraire des mandarins » et autoriser la publication de journaux indigènes « pour éclairer le peuple »¹. La collaboration que Phan Chau Trinh prônait était révolutionnaire en ce sens qu'il était résolu à abattre une ancienne monarchie pluriséculaire et à promouvoir une transformation radicale du système sociopolitique du Vietnam. Pour cette raison même, il affirmait, en dernier lieu, que « la seule crainte des Annamites serait de voir la France abandonner l'Annam à ses propres moyens ».

L'alliance et la république coloniales imaginées par Phan Chau Trinh présentaient de nombreuses contradictions. Il avait d'abord la naïveté de croire que la communauté des colons français resterait impassible si les Vietnamiens imposaient des institutions représentatives de concert avec les dirigeants coloniaux. Il se méprenait aussi sur l'engagement républicain du ministre des Colonies. Paul Beau et ses successeurs n'eurent jamais l'intention d'abolir la monarchie et le mandarinat en faveur d'une administration directe et encore moins

d'une République vietnamienne, même coloniale. Républicain ou non, le gouverneur général avait la responsabilité suprême de maintenir l'autorité française au sein d'un État colonial, qui demeura toujours non démocratique, autoritaire et possiblement monarchique.

Lorsque des paysans désespérés se révoltèrent dans le Centre du Vietnam, en février 1908, pour protester contre la lourdeur excessive des impôts et de la corvée (comme Phan Chau Trinh l'avait présagé), les autorités coloniales réprimèrent violemment les mouvements contestataires. La peur des masses incita les colons français à s'opposer vivement au républicanisme colonial. Sans surprise, ils traitèrent Phan Chau Trinh et son ami Ernest Babut d'antifrançais. Une commission criminelle spéciale, mise en place par le gouverneur général, condamna treize Vietnamiens à la peine capitale. De nombreuses autres condamnations à de longues peines d'emprisonnement furent prononcées sans autre forme de procès. Phan Chau Trinh, le plus sincère collaborateur indigène de la Troisième République en Indochine et le premier républicain du Vietnam, fut interné au bagne de Poulo Condor. Soutenu non sans réticence par le gouverneur général, la cour vietnamienne réussit à l'y faire bannir, au plus grand soulagement des colons. Phan Chau Trinh demeura dans la « bastille coloniale » jusqu'en 1911, année où il fut, grâce au soutien de ses amis de la Ligue des droits de l'homme, envoyé en France. Exilé, il allait continuer à prôner la démocratie coloniale.

Le retour de flamme républicain en métropole

Le volet colonial du républicanisme vietnamien n'allait pas dans un sens unique ? Quelque

(2) Nous nous appuyons ici sur les travaux d'Agathe Larcher, « Réalisme et idéalisme en politique coloniale : Albert Sarraut et l'Indochine, 1911-1914 », mémoire de maîtrise en histoire, Université Paris-VII, 1992 ; Gilles de Gantès, « L'absolutisme colonial face au développement de la sensibilité moderniste

(1) *Ibid.*, p. 174.

chose s'était déreglé en Indochine, au point que déments parlementaires à l'Assemblée nationale française à Paris commençaient à s'en rendre compte. Surpris par l'intensité des révoltes vietnamiennes de 1908 et troublés par la sévérité de la répression employée pour y mettre fin, les dirigeants républicains métropolitains ouvrirent un débat sur la question coloniale qui devait durer près de trois ans. Pour la première fois, des parlementaires de premier plan et des experts coloniaux prirent conscience qu'ils ne pouvaient pas se contenter de coloniser, exploiter et punir. Les Français avaient créé en Indochine une organisation centralisée et développé l'exploitation financière et économique de la colonie, au prix de sacrifices énormes pour les colonisés. Quatre décennies après la prise de Cochinchine, les événements de 1908 démontraient aux autorités parisiennes que la présence française demeurerait illégitime auprès des masses paysannes, comme de la plupart des élites.

Pourquoi les dirigeants métropolitains prêtèrent-ils attention aux événements d'Indochine à ce moment-là ? La nature violente de la répression française de 1908 constitue une première raison. Le travail des commissions spéciales, l'existence de procès abusifs, d'arrestations de masse, d'exécutions, ainsi que toute une série d'infractions aux droits humains, choquèrent plus d'une conscience républicaine. L'idéologie doit également être prise en compte. L'affaire Dreyfus et la montée du socialisme français galvanisé par Jean Jaurès, ainsi que l'avènement d'une presse engagée et des moyens de communications plus modernes, donnaient plus de mordant au républicanisme.

Outré par les mesures répressives qui avaient été employées, le député socialiste Francis de Pressensé, journaliste et vice-président de la Ligue des droits de l'homme, demanda publiquement comment la République pouvait faire usage de tels procédés extrajudiciaires, exécuter des Vietnamiens pour l'exemple, tout en restant chez elle fidèle à ses principes. Les Vietnamiens avaient beau être des sujets coloniaux, ils n'en restaient pas moins des hommes, insistait-il, en même temps que d'autres parlementaires. En 1909, il fit adopter une résolution appelant la Ligue des droits de l'homme en Indochine à assurer les Vietnamiens que la Déclaration des droits de l'homme était applicable à tous les êtres humains sans exception. D'autres députés condamnaient des exactions coloniales. Maurice Viollette, célèbre partisan des réformes coloniales, déclara, en 1908, que les Français ne pouvaient pas prétendre être une « race supérieure » quand ils commettaient impunément des violés, des meurtres et des excès de violence pareils en Indochine. Divers parlementaires critiquèrent également le poids des impôts, le système oppressif des monopoles et du travail forcé, jugés indignes de la République. De 1908 à 1911, lors des débats parlementaires, ils furent nombreux à tomber d'accord avec Phan Chau Trinh : les Français devaient et pouvaient développer une forme de colonisation éclairée en Indochine. La légitimité du projet colonial en dépendait¹.

Ainsi l'Indochine fut-elle, entre 1908 et 1911, au cœur d'une crise de conscience républicaine française plus large. La classe politique française fut amenée à s'interroger sur l'universalité de ses valeurs républicaines. Ces doutes aboutirent à la nomination d'Albert Sarraut au poste de gouverneur général

d'Indochine : on lui donna pour mandat de mener à bien de vastes réformes. Né en 1872, Albert Sarraut était issu d'une famille de républicains influents qui possédait un grand journal. Son père, franc-maçon, avait été un militant républicain de la première heure. Membre du Parti radical-socialiste, Sarraut connut une ascension politique fulgurante. Dreyfusard engagé, il avait voté en faveur de la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905. Choqués par les événements d'Indochine en 1908, le ministre des Colonies Alphonse Messimy et lui-même voulaient instaurer un net changement².

À l'instar de nombreux radicaux-socialistes de l'époque, Albert Sarraut était convaincu de la supériorité des valeurs républicaines et de la mission coloniale. Il estimait que le colonialisme français se distinguait des autres formes de colonialisme, passées ou présentes, par son humanisme. Mais il entendait également, comme ses supérieurs au ministère à Paris, maintenir la domination française en Indochine. Or le moment était peu propice : son arrivée en Indochine coïncidait avec une recrudescence des révoltes vietnamiennes, mais aussi avec l'expansion de l'Empire japonais en Corée et avec la naissance de la République de Chine. Sarraut savait que Phan Boi Chau cherchait activement à s'assurer des soutiens en Chine. Il n'ignorait pas non plus que les mandarins vietnamiens continuaient à priser un réformisme et un républicanisme qui s'inspiraient de modèles extrême-orientaux.

Il craignait aussi que la guerre en Europe n'entraînant l'effondrement de la maison française en Indochine, suivi d'un changement de propriétaire au profit des Allemands, une situation que Phan Boi Chau appelait de ses vœux. Ce dernier espérait que le conflit

franco-allemand modifierait suffisamment le rapport des forces en présence pour qu'il pût créer une République vietnamienne, libérée des Français. A la grande surprise des colonisateurs, même l'empereur « protégé » se révolta anticolonialiste ! En 1916, le jeune Duy Tan tenta de s'enfuir du palais pour rejoindre Phan Boi Chau et appeler le peuple à la rébellion. Bien qu'il eût été arrêté, cette trahison symbolisait le manque de soutien indigène au projet colonial.

Sarraut développa son programme de réformes dans ce contexte trouble, au cours des deux mandats indochinois qu'il exerça en Indochine (1911-1913 et 1917-1919). Conscient que l'avenir de la colonisation dépendait du succès de la collaboration coloniale, il était animé d'un désir sincère d'améliorer les relations entre Français et Vietnamiens. Au-delà de ce pragmatisme, il fut consterné de constater le manque de communication entre les deux communautés. Dès son arrivée, ayant lui-même un peu étudié la langue, il fut le premier gouverneur à promouvoir le vietnamien parmi les fonctionnaires français, sans toutefois parvenir à ses fins. Il mit un point d'honneur à écouter les élites locales et à les traiter avec humanité, ce qui leur donna quelque espoir d'être enfin entendues. L'inquiétude gagna la majorité de la communauté de colons qui avait accueilli dans un silence glacial le nouveau gouverneur à sa descente de bateau à Saïgon en 1911 : ce nouvel élan réformiste allait-il favoriser « les indigènes » à ses dépens ? Comme en Algérie, les colons d'Indochine, souvent républicains, s'opposaient à l'élargissement des droits de représentation des colonisés de crainte qu'ils ne se prononcent majoritairement en faveur de leur expulsion de la colonie.

(1) A. Larcher, « Réalisme et idéalisme en politique colonial... », *op. cit.*, p. 9-70.

(2) *Ibid.*, première et deuxième parties.

Trois objectifs principaux guidèrent les réformes gouvernementales en Indochine : l'élaboration d'une politique officielle de « collaboration franco-annamite », l'introduction d'une série de réformes indigènes et une rationalisation de l'État colonial. Paul Beau avait été le premier à initier une politique indigène, en établissant un système scolaire franco-indigène moderne, en réformant le mandarinat et en libéralisant le Code pénal. Il avait également introduit au Tonkin un système de chambres consulatives, dans lesquelles siégeaient des mandarins provinciaux triés sur le volet. Enfin, il avait créé une université indochinoise en vue d'offrir aux élites locales une formation française et non asiatique. Les révoles de 1908 avaient toutefois suscité la crainte des autorités coloniales qui avaient coupé court aux réformes et fait fermer cette université.

Fort du soutien de Paris, Sarraut s'attela à sa nouvelle tâche. Il rejoignit et renforça le Bureau des affaires indigènes afin d'élaborer, puis de mettre en œuvre, une politique indigène libérale. Il prit des mesures pour accroître le pouvoir des élites indigènes en élargissant les conseils délibératifs locaux en Annam et au Tonkin et en ouvrant le Conseil colonial de Cochinchine à un plus grand nombre de Vietnamiens de la colonie du Sud. Sarraut promut des réformes judiciaires favorisant les droits individuels et indigènes ; il allégea le fardeau des impôts pesant sur les paysans grâce à des réformes fiscales et cadastrales ; enfin, il mit un frein à l'attribution de concessions aux populations européennes. L'université indochinoise rouvrit ses portes. La promotion d'une éducation franco-indigène moderne permit de rediriger les élites dans l'orbite française, et non asiatique. En 1919, Sarraut mit ainsi fin aux concours mandarinaux confucéens, vieux de plusieurs siècles. À Paris, Phan Chau Trinh avait de quoi se réjouir.

Sarraut promulgua également de nouvelles lois sur la presse et autorisa la publication d'un plus grand nombre de journaux, de livres et de traductions, afin de vulgariser la réforme coloniale et l'idée d'un futur franco-vietnamien vierge de son substrat extrême-oriental. Il souhaitait, de plus, satisfaire la demande de Phan Chau Trinh en faveur d'une plus grande liberté d'expression en permettant aux élites vietnamiennes jugées dignes de confiance de s'exprimer dans la presse. Ces dernières allaient ainsi disposer d'un instrument moderne pour se faire entendre et exprimer leurs désirs. La presse allait aussi permettre aux colonisés de répondre aux colons qui dominaient la sphère publique. Si la censure et la surveillance se poursuivirent sous Sarraut, et même se renforcèrent, et si la répression violente ne disparut pas, les réformes qu'il engagea soulevèrent l'enthousiasme de beaucoup de Vietnamiens, dont Phan Boi Chau. Ce dernier fut à ce point conquis qu'il écrivit en 1917 un pamphlet qu'il allait plus tard regretter, et que les historiens nationalistes voudraient bien oublier : *De la collaboration franco-annamite*⁽¹⁾.

Le titre de l'essai de Phan Boi Chau est significatif puisque l'un des principaux objectifs de Sarraut était justement de promouvoir, par ces réformes, une politique de collaboration. Le gouverneur était conscient du désir des Vietnamiens de jouer un plus grand rôle dans l'administration des affaires de leur pays. Il comprendrait également que les Vietnamiens attendaient, en reconnaissance pour leur participation à l'effort de guerre, une libéralisation politique en Indochine, d'ailleurs promise⁽²⁾. En 1919, avant de regagner la France où il avait été promu ministre des Colonies,

Sarraut prononça à Hanoi devant de nombreux notables vietnamiens, un discours resté célèbre. À cette occasion, il réitéra formellement l'engagement réformiste de la France et le caractère unique de sa mission coloniale, tout en admettant l'idée que l'Indochine pût devenir, non pas seulement une entité administrative, mais un État opérationnel, qui n'écouterait pas uniquement les Français et les colons, mais aussi les Vietnamiens et leurs élites sur place. En plus d'estimer que le développement économique devait bénéficier à tous, Sarraut promit alors d'élargir la démocratie coloniale, de promulguer une Charte indochinoise et d'établir une fédération, voire une Constitution en Indochine. L'éventualité d'un *self-government* fut même évoquée⁽³⁾.

Ces promesses ne furent pas honorées, nous le savons aujourd'hui. Mais au lendemain de la Grande Guerre, nombreux furent les Vietnamiens à croire qu'ils pourraient construire, de concert avec les Français, un nouveau Vietnam suivant des principes républicains. À Paris, Phan Chau Trinh, le futur Ho Chi Minh (qui fut initié à ce moment-là à la franc-maçonnerie, à la Ligue des droits de l'homme, et à la Section française de l'Internationale ouvrière, SFIO) et un autre célèbre républicain colonial nommé Phan Van Truong publièrent un tract intitulé *Revencliations du peuple annamite*⁽⁴⁾. Ils ne réclamaient pas l'indépendance nationale ; ils exhortaient les Français à tenir leurs promesses en engageant des réformes dans le domaine judiciaire et en garantissant la liberté de la presse, la liberté d'expression, la liberté de réunion, la liberté de circuler, la liberté d'établir des écoles et

le droit de nommer des représentants auprès du Parlement français. Comme Ferhat Abbas, Phan Chau Trinh prêcha à Paris en faveur d'une administration directe⁽⁵⁾. N'en déplaise à ses détracteurs, Phan Chau Trinh ne fut pas un « antinationaliste » et certainement pas « un traître » à son pays, pas plus que Ferhat Abbas ne mérite cette critique pour avoir eu des idées assimilationnistes en Algérie. Aux yeux de Phan Chau Trinh, l'assimilation était un levier essentiel pour éliminer la monarchie vietnamienne et les liens de féodalité qui lui étaient associés, mais aussi pour forcer la main aux Français, y compris les colons, car l'assimilation devait favoriser la création d'institutions républicaines et d'assemblées représentatives, ainsi que promouvoir la liberté de la presse et un régime de droit. Faut-il y voir une contradiction ? Certainement, mais ni Phan Chau Trinh ni Ferhat Abbas ne pouvaient le savoir car ils ne disposaient pas de l'avantage que le recul du temps nous donne aujourd'hui. S'il partagea les idées républicaines de Phan Chau Trinh (sauf celle de l'assimilation), Ho Chi Minh, le père du Vietnam, fut déçu par le refus de Sarraut de s'engager davantage sur la voie des réformes. Au printemps 1923, il quitta Paris pour Moscou en quête d'autres idées et d'autres réseaux⁽⁶⁾.

République ou monarchie coloniale ?

Au moment même où Phan Chau Trinh, Ho Chi Minh et leurs alliés espéraient que la Troisième République tiendrait promesse de réformes, les dirigeants nationalistes s'interrogeaient sur la possibilité d'une République directe et la violence.

(3) Voir Centre des Archives d'Outre-mer, Service de protection du Corps expéditionnaire (SPCE), carton 371, échanges entre Phan Chau Trinh et Ho Chi Minh sur l'administration directe et la violence.

(4) Christopher Goscha, « Pour une histoire transnationale du communisme asiatique : les chevauchements sino-vietnamiens dans les mers du Sud », et Céline Marangé, « Le PCF, le Komintern et Ho Chi Minh, 1920-1926 », in Stéphane Courtois (dir.), *Communisme 2013*, Paris, Vendémiaire, 2013, p. 21-46 et p. 47-76 ; Sophie Quim-Judge, *Ho Chi Minh : The Missing Years, 1919-1941*, Londres, Hurst, 2002.

(1) Agathe Larcher, « La voie étroite des réformes coloniales et la "collaboration franco-annamite", 1917-1928 », *Revue française d'histoire d'outre mer*, 82 (309), 4^e trim. 1995, p. 387-420.

(2) Voir l'excellente étude de Mirreille Le Van Ho, *Des Vietnamiens dans la Grande Guerre*, Paris, Vendémiaire, 2014.

et établirait un nouveau contrat colonial, les Français, à l'instar des dirigeants japonais, entreprirent de ressusciter la monarchie vietnamienne qu'ils avaient eux-mêmes marginalisée¹. Effrayés par les révoltes continues, l'ascension du nationalisme, puis l'expansion du communisme européen et asiatique, les administrateurs coloniaux décidèrent de redorer le blason de la monarchie vietnamienne. Leur dauphin s'appelait Bao Dai, le « grand protecteur ».

Paradoxalement, l'homme à l'origine de ce revirement n'était autre que Sarraut. Il était persuadé, au même titre que son proche ami Pierre Pasquier, résident de l'Annam en charge des affaires impériales et spécialiste de l'ancien Vietnam, que la monarchie des Nguyen et son armature mandarinale continueraient à exercer une grande influence sur la paysannerie. Dès lors, la monarchie constituait, pour le pouvoir colonial, un puissant instrument de contrôle sociopolitique. Sachant que le roi était mourant, Sarraut et Pasquier le persuadèrent de leur confier son fils. En 1922, Pasquier établit des instructions détaillées concernant l'éducation du prince. Le processus devait commencer en France, disait-il, avant de culminer au Vietnam. Bao Dai était appelé à devenir un souverain à la fois « moderne » (français) et « traditionnel » (vietnamien). Il devait surtout personifier l'alliance franco-vietnamienne. Sarraut et Pasquier soustrairaient ainsi Bao Dai à ses proches, le confèrent à une famille en France où il reçut une éducation aristocratique. Pasquier lui interdit toute forme d'éducation républicaine.

En cette même année 1922, Phan Chau Trinh adressa une virulente lettre antimonarchique au père de Bao Dai, venu en France

avec son fils, l'accusant d'être à l'origine de toutes les infortunes du Vietnam. Phan Chau Trinh ne mentionnait pas dans sa diatribe que c'était Sarraut, alors ministre des Colonies, qui avait fait venir Bao Dai et son père en France². Sarraut avait jeté aux oubliettes son appel en faveur d'une administration directe en Annam et au Tonkin. Préserver l'ordre colonial en Indochine, mettre fin aux troubles nationalistes, aux soubresauts de la Grande Guerre, aux insécurités internationales avait finalement primé dans son esprit et freiné ses élans républicains et réformistes. La France misait désormais sur la monarchie coloniale. Sarraut ne répondit pas aux lettres de Phan Chau Trinh, tandis que le très confucéen Pierre Pasquier, plus vietnamien que les Vietnamiens, se moqua de ses idées républicaines.

À la suite des révoltes nationalistes et communistes qui embrasèrent le centre et le Nord Vietnam en 1930-1931, Pasquier, devenu gouverneur général, s'entendit avec Sarraut pour préparer le retour à Hue de leur empereur. L'idée était de mobiliser sa personne et son aura de Fils du Ciel pour rallier le peuple face à ceux qui voulaient retourner les paysans contre les Français. La fameuse « solution Bao Dai » n'était évidemment pas une invention datant des lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Née de l'imagination de Sarraut et de Pasquier, elle devint pour tous les démocrates vietnamiens le symbole éclatant des contradictions inhérentes du républicanisme français dans l'Empire. Les réformes promises un temps par Sarraut furent très peu mises en œuvre. Aucun congrès indochinois ne vit jamais le jour avant 1945, à la différence de l'expérience britannique en Inde³. En revanche, du début des

années 1920 jusqu'aux années 1950, la France s'attacha à promouvoir une monarchie coloniale. Pour le républicanisme français, mais surtout pour le républicanisme vietnamien, les conséquences furent immenses.

(traduit de l'anglais par Agathe Larcher)

Christopher Goscha,
Université du Québec, H3C 3P8,
Montréal, Canada.

Christopher Goscha est professeur de relations internationales à l'Université du Québec à Montréal. Spécialiste du Vietnam et de l'Indochine coloniale, il a publié plusieurs livres et articles sur le nationalisme vietnamien, le colonialisme français en Indochine et la guerre d'Indochine, dont *Vietnam : un État né de la guerre* (Armand Colin, 2011), *Indochine ou Vietnam ?* (Vendémiaire, 2015) et *The Penguin History of Modern Vietnam* (Penguin/Random House, 2016). Il travaille depuis plusieurs années sur une histoire socioculturelle de Saïgon et de Hanoi en temps de guerre. (goscha.christopher@uqam.ca)

(1) Voir Christopher Goscha, « La fabrique coloniale des rois indochinois », in Agathe Larcher et François Guillemot (dir.), *La Colonisation des corps : de l'Indochine au Viet Nam*, Paris, Vendémiaire, 2014, p. 127-175.

(2) Phan Chau Trinh, « Letter to Emperor Khai Dinh », reproduite dans V. Sinh, *Phan Chau Trinh...*, op. cit., p. 87-102.
(3) Agathe Larcher, « Bui Quang Chieu in Calcutta (1928) : The Broken Mirror of Vietnamese and Indian Nationalism », *Journal of Vietnamese Studies*, 9 (4), automne 2014, p. 67-114.